

Surveiller la haute mer

Renforcer le suivi, le
contrôle et la surveillance
grâce à un nouveau traité
sur la biodiversité marine

Le rapport sera cité comme suit:

Klaudija Cremers, Glen Wright, Julien Rochette, 'Surveiller la haute mer: Renforcer le suivi, le contrôle et la surveillance grâce à un nouveau traité sur la biodiversité marine', Projet STRONG High Seas, 2019.

Auteurs

Klaudija Cremers, Chercheuse, Gouvernance internationale de l'Océan, Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI)

Glen Wright, Chercheur, Gouvernance internationale de l'Océan, Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI)

Dr. Julien Rochette, Directeur du programme Océan, Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI)

Mise en page

Sabine Zentek, Alain Chevallier

Remerciements

Cette note d'information s'appuie sur deux ateliers d'experts sur le suivi, le contrôle et la surveillance (SCS) organisés par IDDRI dans le cadre du projet STRONG High Seas sur les outils technologiques et options politiques (avril 2019).¹ Le rapport complet sur le SCS sera publié fin 2019.

Les auteurs souhaitent remercier les collègues suivants pour leurs commentaires utiles sur les premières versions du rapport complet: Carole Durussel et Ben Boteler (IASS), Andrew Friedman, Julian Jackson et Peter Horn (Pew Charitable Trusts), Francisco Blaha, Samantha Emmert (Global Fishing Watch), Robin Warner (Université de Wollongong) et la Commission permanente du Pacifique Sud (CPPS).

Soutenu par :



Ministère fédéral
de l'Environnement, de la Protection de la Nature
et de la Sécurité nucléaire

en vertu d'une décision du Parlement
de la République fédérale d'Allemagne



Partnership for Regional
Ocean Governance

Le projet STRONG High Seas fait partie de l'Initiative internationale pour la protection du climat (IKI; www.international-climate-initiative.com/en/). Le Ministère fédéral de l'Environnement, de la Protection de la Nature et de la Sécurité nucléaire (BMU) soutient cette initiative en vertu d'une décision du Parlement de la République fédérale d'Allemagne.

Le projet STRONG High Seas contribue au travail mené par le Partenariat pour la gouvernance régionale des océans (Partnership for Regional Ocean Governance, PROG), un partenariat placé sous l'égide de l'ONU Environnement, de l'Institute for Advanced Sustainability Studies (IASS), de l'Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI), et de TMG Think Tank for Sustainability.

© STRONG High Seas 2019. STRONG High Seas, un projet scientifique indépendant, est responsable du contenu de cette publication. Ce rapport ne reflète pas nécessairement les opinions des institutions ayant contribué au financement.

<http://www.prog-ocean.org/our-work/strong-high-seas/>

© Photo de couverture: (Thierry Meier (219007)/Unsplash)

¹ De courts résumés sont disponibles aux adresses suivantes: <https://www.prog-ocean.org/blog/2018/08/21/workshop-results-technological-tools-for-mcs-in-abnj/> et <https://www.prog-ocean.org/blog/2019/05/15/second-expert-workshop-on-monitoring-control-and-surveillance-in-areas-beyond-national-jurisdiction/>.

Messages clés

- Un suivi, un contrôle et une surveillance (SCS) efficaces sont une condition préalable au succès des outils de gestion par zone (OGZ), y compris les aires marines protégées (AMP), et peuvent jouer un rôle clé dans de nombreux aspects d'un futur traité sur la haute mer.
- Les négociations en cours sur le traité offrent l'occasion de renforcer et de rendre plus cohérentes les règles SCS.
- Les dispositions relatives au SCS dans le projet de traité actuel pourraient être consolidées en: renforçant les obligations et les principes clés du SCS; spécifiant un rôle clair pour le centre d'échange dans la coordination des activités de SCS et le renforcement des capacités; et exigeant que les propositions de OGZ, y compris les AMP, intègrent une stratégie de SCS.

1. Introduction

Un suivi, un contrôle et une surveillance (SCS) efficaces sont essentiels au succès des mesures de conservation et de gestion du milieu marin. Alors que les États ont le droit exclusif de gérer les ressources marines relevant de leur juridiction nationale,² les zones situées au-delà de la juridiction nationale (ZAJN) sont soumises à un ensemble complexe de règles et de réglementations internationales (Wright et al., 2018).³ Le SCS efficace de ces eaux profondes et lointaines constitue un défi technique important et l'intérêt pour la manière dont les outils et les politiques de SCS peuvent être appliqués à ce vaste patrimoine commun mondial ne cesse de croître.

Les États de l'Organisation des Nations unies (ONU) négocient actuellement un instrument international juridiquement contraignant (ILBI, par son acronyme en anglais) pour la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique des zones marines situées au-delà de la juridiction nationale (appelé ici "traité sur la haute mer"). Le présent document examine la façon dont les négociations pourraient renforcer le SCS des ZAJN et la contribution que le SCS pourrait apporter à la mise en œuvre d'un futur traité.

2 Convention des Nations unies sur le droit de la mer (adoptée le 10 décembre 1982, entrée en vigueur le 16 novembre 1994), article 56.

3 Les ZAJN sont constituées de deux zones marines différentes: (i) la haute mer, c'est-à-dire la colonne d'eau située au-delà de la zone économique exclusive (200 milles marins), (ii) les fonds marins situés au-delà des plateaux continentaux des États côtiers, officiellement appelés "la Zone".

2. État des lieux

De nombreux États ont déjà accepté d'être liés par des obligations de SCS dans le cadre d'une série d'accords internationaux juridiquement contraignants (tableau 1), complétés par des lignes directrices et des normes volontaires.⁴ Les approches traditionnelles du SCS (observateurs à bord, journaux de bord et avions de surveillance) sont de plus en plus complétées par de nouvelles technologies et techniques, par exemple la surveillance par satellite et l'utilisation du "big data" (Probst, 2019).⁵ Cela est particulièrement vrai pour les ZAJN, car "la surveillance tend à s'appuyer progressivement sur des technologies avancées à des échelles plus grandes et plus longues" (Miller et al., 2013).

Bien que la boîte à outils SCS se développe rapidement, il n'existe pas d'approche "taille unique". Il existe plutôt une série de facteurs à prendre en compte pour évaluer l'adéquation d'une action SCS particulière, notamment: les objectifs, les coûts, la fiabilité, la couverture, la sécurité et la confidentialité.

Figure 1. Représentation schématique des outils de SCS des activités de pêche

Source: Miller et al., 2013.

ACTION DE GESTION

Localisation	Local	Zone de pêche	Bassin océanique	Régional/Global		
Suivi	Capture/Transbordement	Port	Importation/Exportation	Marché mondial		
Contrôle	Interdiction en mer/au port	Procédures administratives	Procédures judiciaires	Dissuasion/éducation/diffusion		
Surveillance	Observation directe	Observation aérienne	Obs. au-dessus de l'horizon	Obs. par satellite		
ESPACE	10 m	1 km	10 km	100 km	10 000 km	
TEMPS	Heure	Jour	Semaine	Mois	Année	Décennie

DOMAINE DE LA GESTION

Récolte	Navire unique		Flotte de pêche	
Atténuation de l'impact	Impact humain direct	Impact cumulatif		Impact environnemental à long terme

⁴ Par exemple, les directives de la FAO sur la performance des États du pavillon qui énoncent dix principes pour une responsabilité efficace des États du pavillon et une série de mesures que les États peuvent prendre pour s'assurer que les navires ne pratiquent pas la pêche INN; et le code de conduite pour une pêche responsable qui détaille les principes et les normes minimales et encourage les États à collecter et à échanger des données sur la pêche avec d'autres États et ORGP (y compris sur les prises accessoires, les rejets et les déchets).

⁵ Voir: <https://www.ioddri.org/en/publications-and-events/blog-post/keeping-eye-high-seas>.

Tableau 1. Aperçu des dispositions existantes en matière de SCS

Instrument	Résumé des dispositions
Convention des Nations unies sur le droit de la mer (CNUDM)	➤ Les navires sont soumis à la juridiction exclusive de l'État du pavillon (article 94); l'efficacité du SCS dépend donc largement de la capacité et de la volonté des États du pavillon d'exercer un contrôle effectif sur les navires battant leur pavillon.⁶ ➤ Les États sont libres de pêcher en haute mer (article 116), mais ils doivent prendre des mesures de conservation et coopérer avec les autres États (article 117-20). ➤ Les États doivent surveiller la pollution, publier des rapports et réaliser des études d'impact lorsque les activités prévues risquent de provoquer une pollution importante ou des modifications considérables et nuisibles du milieu marin (articles 204-206). ➤ Les États du port peuvent enquêter sur les violations des normes internationales en matière de déchargement ou de navigabilité et prendre des mesures d'exécution (art. 218 à 219).
Convention sur la diversité biologique (CBD)	➤ Dispositions générales sur la conservation et la gestion. ➤ Les États parties sont tenus de surveiller l'état de la biodiversité et tout processus ou activité qui pourrait avoir des influences défavorables sensibles (article 7). ➤ Obligation de réglementer ou de gérer les processus et activités ayant des effets défavorables importants (article 8).
Accord des Nations Unies sur les stocks de poissons (ANUSP)	➤ Exige que les États côtiers et de pêche mettent en œuvre des mesures de conservation et de gestion par le biais d'un système efficace de gestion et de contrôle (article 5) et d'établir des mécanismes de coopération par le biais d'organisations et d'accords régionaux de gestion des pêches (ORGP/A) (article 10). ➤ Les États du pavillon sont tenus de prendre des mesures de SCS, telles que des programmes d'inspection et des programmes d'observation (article 18). ➤ Permet aux États d'arraisonner et d'inspecter les navires de pêche en haute mer dans certaines circonstances (Articles 21 et 22).
Accord de conformité de la FAO	➤ Les États parties doivent veiller à ce que les navires battant leur pavillon ne compromettent pas l'efficacité des mesures internationales de conservation et de gestion. ➤ La pêche en haute mer nécessite une autorisation préalable et les États parties doivent s'assurer que les navires respectent les termes et conditions de l'autorisation. ➤ Les États du pavillon sont responsables de la surveillance des navires autorisés et doivent prendre des mesures d'exécution en cas d'infraction.
Accord relatif aux mesures du ressort de l'État du port (PSMA)	➤ Lorsqu'une inspection fournit à l'État du port une "preuve suffisante" qu'un navire s'est livré à des activités INN, il doit refuser l'entrée (article 9).⁷ ➤ Reconnaît les défis potentiels pour les pays en développement dans la mise en œuvre de mesures efficaces de l'État du port et appelle au développement de mécanismes de financement et d'assistance appropriés (article 21).⁸
Instruments de l'Organisation maritime internationale (OMI)	➤ L'OMI a adopté une série de mesures pour prévenir, contrôler et atténuer la pollution,⁹ telles que comme la Convention internationale pour la prévention de la pollution par les navires (MARPOL, par son acronyme en anglais, 1973) et la Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion de déchets (Convention de Londres, 1973).

6 Un concept souvent désigné sous le nom de "responsabilité de l'État du pavillon". Plus précisément, les États du pavillon sont tenus de veiller au respect des "règles et normes internationales applicables" et, en cas de non-conformité des navires, de prendre les mesures d'exécution appropriées, y compris des enquêtes, l'ouverture de procédures, l'échange d'informations sur les mesures d'exécution prises et l'imposition de sanctions (article 271).

7 L'État du port doit communiquer sa décision à l'État du pavillon concerné et, le cas échéant, aux États côtiers concernés, aux ORGP et aux autres organisations internationales (articles 11 et 18).

8 La FAO fournit une assistance technique et des efforts de développement des capacités pour aider les pays en développement dans leur mise en œuvre de PSMA: <http://www.fao.org/port-state-measures/capacity-development/ongoing-capacity-building-efforts/en/>.

9 Voir: <http://www.imo.org/en/OurWork/Environment/Pages/Default.aspx>.

3. Les défis d'un SCS efficace

L'adhésion aux accords et normes internationaux pertinents varie considérablement et les procédures de SCS ne sont souvent pas mises en œuvre de manière uniforme, ce qui peut porter préjudice aux efforts de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité marine (Dunn et al., 2018; Pitcher et al., 2009). Quelques défis essentiels sont:

➤ **La responsabilité des États du pavillon:**

Les États du pavillon sont en dernier ressort responsables du contrôle des navires battant leur pavillon. L'engagement à éliminer la non-conformité varie, tandis que certains États continuent de fournir des "pavillons de complaisance" qui permettent aux navires d'éviter les règles internationales (Ford et Wilcox, 2019).¹⁰

➤ **Gouvernance:** La coopération s'est avérée difficile dans un cadre de gouvernance fragmenté qui comprend un large éventail d'organisations dont les mandats et les membres diffèrent (Wright et al., 2018). Il existe également des lacunes dans la couverture de la haute mer. Par exemple, la gestion des pêches s'est largement concentrée sur un petit nombre d'espèces cibles, avec une mise en œuvre limitée de la gestion écosystémique (Dunn et al., 2018; Juan-Jordá et al., 2018).

➤ **Une politique fondée sur les données:**

Les données seulement ont d'impact que si elles sont efficacement collectées, analysées, utilisées et rapportées par les décideurs pour soutenir une action forte de conformité et d'application. Pourtant, les protocoles de collecte et de gestion des données varient et, même lorsque les données sont abondantes, les capacités nécessaires à un traitement et une analyse efficaces font souvent défaut.

➤ **Coût:** La mise en œuvre du SCS peut être coûteuse et il existe des différences

considérables dans la capacité et le capital disponibles pour les activités de SCS.

Si les négociations ne permettent pas de relever tous ces défis, il n'en demeure pas moins qu'il existe une relation bidirectionnelle importante entre SCS et le nouvel traité sur la haute mer: Le SCS est non seulement nécessaire pour une mise en œuvre et une application efficaces, mais les négociations offrent également l'occasion d'apporter une plus grande cohérence aux règles de SCS.

¹⁰ C'est-à-dire qu'un État du pavillon peut enregistrer des navires en échange d'une redevance, sans exercer de contrôle effectif sur le navire. Cela est souhaitable pour l'exploitant du navire car cela réduit les coûts associés, par exemple, à l'équipement SCS, à la sécurité, à l'assurance et à la formation.

4. Principes clés pour le renforcement du SCS

Trois principes directeurs pourraient guider l'inclusion du SCS dans un futur traité sur la haute mer: la transparence, la coopération et la coordination, et l'établissement de rapports.

La **transparence** est depuis longtemps "liée à l'amélioration de la responsabilité, ainsi qu'à l'applicabilité, à la conformité, à la durabilité et, en fin de compte, à des résultats plus équitables" (Ardron et al., 2018). Les principes de transparence sont largement reconnus comme une condition préalable importante à la bonne gouvernance et sont de plus en plus intégrés dans les codes de conduite et les lignes directrices sur les meilleures pratiques (Ardron et al., 2018), ainsi que dans le droit international et les négociations (Peters, 2015). Un certain nombre d'initiatives sont en cours pour accroître la transparence des activités humaines en haute mer. Par exemple, Global Fishing Watch utilise les données des systèmes d'identification automatique (AIS, par son acronyme en anglais) et des technologies informatiques avancées pour suivre les mouvements d'environ 60.000 bateaux de pêche commerciale en quasi temps réel.¹¹

La **coopération et la coordination** en matière de SCS peuvent avoir lieu à tous les niveaux: mondial (par exemple, par l'intermédiaire du réseau international de SCS),¹² régional (par exemple, par l'intermédiaire des ORGP/A), sectoriel (par exemple, par l'intermédiaire de l'OMI) et national (par exemple, entre les ministères et les autorités compétentes). La coopération augmente le partage des connaissances, des renseignements, des données, des capacités et des meilleures pratiques, ce qui peut en fin de compte conduire à de meilleurs résultats en matière de conformité et d'application (Erceg, 2006).

En tant que telles, les initiatives de coopération sont souvent très appréciées par les acteurs du SCS. Par exemple, le président du groupe de travail FISH-i Africa a déclaré que "l'outil le moins cher pour lutter contre la pêche illicite, non réglementée et non déclarée (INN) est le partage d'informations et de renseignements par le biais de la coopération entre tous les praticiens de la SCS".¹³

L'**établissement de rapports**, qui est étroitement lié à la transparence, "constitue une condition préalable à la prise de décisions éclairées et avancées et sert à comprendre si et, le cas échéant, dans quelle mesure, les États remplissent leurs obligations" (Englander et al., 2014). Cependant, il y a actuellement un manque d'exigences spécifiques en matière de surveillance et de rapports applicables à toutes les activités humaines dans, ou ayant un impact sur, les ZAJN. Ces rapports sont cruciaux car ils peuvent: (1) améliorer la transparence et mieux comprendre la nature des activités relatives aux ZAJN; (2) aider à mesurer l'impact de ces activités sur la biodiversité marine; et (3) être utilisés à des fins d'application de la loi. Cela est susceptible de présenter un intérêt particulier pour les États qui ne mènent pas d'activités dans les ZAJN, car ils peuvent être affectés par les impacts des activités d'autres États sur la biodiversité et les services écosystémiques.

¹¹ Voir: <https://globalfishingwatch.org/map-and-data/technology/>.

¹² Le réseau du IMCS est un réseau volontaire informel d'États, d'ORGP et d'organisations d'intégration économique régionale qui s'engagent à améliorer l'efficacité et l'efficience des activités de SCS liées à la pêche.

¹³ Huit États côtiers d'Afrique du Sud-Est coopèrent par l'intermédiaire du groupe de travail FISH-i Africa pour lutter contre la pêche illégale et les délits associés au niveau régional. Voir: <https://fish-i-africa.org>.

5. SCS dans le projet de traité sur la haute mer

Le SCS peut jouer un rôle dans les quatre éléments du 'Package Deal' en cours de discussion,¹⁴ et peut à son tour être renforcé par des dispositions qui imposent aux États l'obligation de faciliter la coopération et la coordination, l'établissement de rapports et la transparence.

5.1. Ressources génétiques marines

L'avant-projet de texte comprend des dispositions obligeant les États parties à surveiller et à faire rapport sur l'accès aux ressources génétiques marines (RGM) dans les ZAJN (article 13). La surveillance des activités liées aux RGM pourrait aider à suivre les activités et leurs impacts, tandis que les rapports pourraient permettre de savoir qui mène quel type d'activités liées aux ressources génétiques marines, où et dans quel but. Cela pourrait accroître la transparence et faciliter l'établissement et la mise en œuvre de tout accord futur de partage des avantages.

5.2. Outils de gestion par zone y compris les AMP

L'avant-projet de texte sur les OGZ comprend des dispositions sur la coopération et la coordination internationales (article 15), la mise en œuvre (article 20) et le suivi et l'examen (article 21). Le SCS pourrait jouer un rôle dans l'élaboration des propositions de OGZ, la mise en œuvre de toute mesure de gestion finalement adoptée et le suivi de leurs résultats. Un SCS efficace est un facteur crucial pour le succès des AMP. Il peut être nécessaire d'améliorer la surveillance des navires et la capacité d'exécution et d'incorporer des "ressources adéquates pour le suivi, par le biais de patrouilles et de correspondance avec les États du pavillon et les organisations de gestion des pêches" (Rowlands et al., 2019).

5.3. Étude d'impact environnemental

En plus d'établir de normes minimales mondiales pour les études d'impact environnemental (EIE), l'avant-projet de texte prévoit

l'obligation pour les États parties de procéder à une notification et à une consultation du public, de publier et de communiquer les résultats des évaluations, et de veiller à ce que les impacts environnementaux des activités autorisées soient examinés (articles 34 à 41). Les dispositions relatives à la notification et à l'échange d'informations en ce qui concerne les EIE pourraient constituer une étape supplémentaire importante vers une conformité et une application plus efficaces dans l'ensemble.

5.4. Renforcement des capacités et transfert de technologie

L'avant-projet de texte comprend un aperçu non exhaustif des types d'activités de renforcement des capacités et de transfert de technologie. Un certain nombre d'entre elles pourraient servir de base au renforcement des capacités de SCS, notamment: "L'appui technique... notamment pour le suivi et la communication des données"; "L'accroissement des liens de coopération entre les institutions régionales"; "Le développement et le renforcement des ressources humaines et de l'expertise technique par des échanges, la collaboration en matière de recherche, l'appui technique, l'éducation et la formation et le transfert de technologie"; et "La collaboration et la coopération dans le domaine des sciences marines".

5.5. Centre d'échange

L'avant-projet de texte du traité suggère qu'une plateforme à accès libre pourrait permettre aux États parties d'accéder à des informations sur les possibilités de renforcement des capacités et de transfert de technologies et de les rendre publiques, ainsi que de faciliter une transparence accrue et une coopération et une collaboration internationales (article 51). En ce qui concerne le SCS, ce mécanisme pourrait, par exemple, encourager les États parties à partager les meilleures pratiques, renforcer les capacités de conception et de mise en œuvre des technologies et des politiques de SCS et mettre en évidence les possibilités de surveillance conjointe des activités en mer.

¹⁴ Les négociations porteront le 'Package Deal' des questions convenues en 2011, à savoir: les ressources génétiques marines (RGM), y compris les questions relatives au partage des avantages; les outils de gestion par zone (OGZ), y compris les aires marines protégées (AMP); les études d'impacts environnemental (EIE); et le renforcement des capacités et le transfert de technologies marines.

Tableau 2. Réflexion des principes SCS dans l'avant-projet de traité

Principe	Dispositions pertinentes dans l'avant-projet de traité	
Coopération et coordination	➤ L'un des objectifs du traité est de "favoriser la coopération et coordination internationale". ➤ "Les États parties coopèrent pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine", "encouragent la coopération internationale en matière de recherche scientifique marine" et "coopèrent pour créer de nouveaux organes mondiaux, régionaux et sectoriels, si nécessaire". ➤ L'un des objectifs du partage des avantages est de renforcer les capacités "par un financement commun ou d'un financement groupé des croisières de recherche et d'une collaboration en matière de collecte d'échantillons et d'accès aux données". ➤ Mise en place de mécanismes de coordination et de collaboration et/ou processus de consultation pour renforcer la coopération et la coordination entre différents instruments et entre les mesures de conservation et de gestion. ➤ Le centre d'échange doit "faciliter la coopération et coordination internationale, et la collaboration, y compris la coopération et la collaboration scientifiques et techniques".	Articles 2, 6, 11, 14, 15, 23, 43, 46, 48, 51, Annexe.
Présentation de rapports	➤ Les États parties rendent compte des résultats de la recherche, y compris des données recueillies et de toute la documentation connexe; de leur utilisation des RGM et de la mise en œuvre des OGZ. ➤ Les rapports d'études d'impact environnemental sont soumis à l'Organe scientifique et technique pour examen. ➤ Chaque État partie surveille et rend compte à la Conférence des mesures qu'il a prises pour appliquer le présent Accord. ➤ Les activités de renforcement des capacités comprennent "un soutien technique pour la mise en œuvre des dispositions du présent Accord, y compris pour la surveillance et la communication des données".	Articles 11, 21, 34-40, 45, 47, 50, 51, 53, Annexe.
Transparence	➤ Les données relatives aux RGM sont publiées et utilisées en tenant compte des pratiques internationales actuelles dans ce domaine. ➤ Les consultations sur les OGZ/AMP "doivent être inclusives, transparentes et ouvertes à toutes les parties prenantes publiquement concernées". Le secrétariat met cette proposition à la disposition du public, facilite les consultations et met à la disposition du public toute contribution reçue. ➤ Les décisions de la Conférence des Parties sont mises à la disposition du public et sont transmises aux États côtiers adjacents et aux instruments/organes pertinents. ➤ Les rapports des États parties sur la mise en œuvre de les OGZ/AMP sont mis à la disposition du public par le secrétariat. ➤ Les États parties rendent publiques les observations reçues et la description de la façon dont elles ont été traitées au cours des processus de consultation concernant les activités prévues relevant de leur juridiction ou de leur contrôle. ➤ Les États parties établissent des procédures permettant l'accès aux informations relatives au processus d'EIE. ➤ Le renforcement des capacités et le transfert des technologies marines doivent être transparentes et axés sur les pays. ➤ Le centre d'échange doit "faciliter une transparence accrue, notamment en fournissant des données et des informations de base".	Articles 11, 18, 19, 21, 34, 36, 41, 44, 47, 51 et 52.

6. Renforcer les dispositions relatives au SCS dans l'avant-projet de traité

Le futur traité sur la haute mer pourrait renforcer les obligations existantes et s'appuyer sur les procédures existantes pour contribuer à garantir la transparence, la coopération et la coordination, ainsi que l'établissement de rapports. De nombreuses dispositions clés du projet de texte restent entre parenthèses, de sorte que les négociateurs voudront peut-être garder à l'esprit la nécessité d'inclure des dispositions solides en matière de SCS lorsqu'ils poursuivront le débat et affineront le texte. En outre, trois voies potentielles pour renforcer les dispositions SCS sont décrites ci-dessous.

6.1. Renforcer les obligations et les principes de SCS

Le traité sur la haute mer pourrait consolider et renforcer les principes existants en incluant explicitement les principes clés du SCS, tels que la transparence et la coopération, dans l'article 5 sur les principes et approches généraux. Cela permettrait de garantir que ces principes sont appliqués de manière cohérente dans l'ensemble de l'accord. Le traité pourrait également appliquer à l'ensemble de l'accord les dispositions de l'article 20 relatives à la mise en œuvre des OGZ, de sorte que les États parties soient tenus de "veiller au respect des dispositions par les navires battant leur pavillon et à leur application" dans tous les aspects du traité. Le traité pourrait soutenir la mise en œuvre des obligations, et renforcer la collecte et la cohérence des données, en exigeant le suivi des navires pour tous les navires opérant en haute mer. Le traité pourrait soutenir la mise en œuvre des obligations, et renforcer la collecte et la cohérence des données, en exigeant le suivi des navires pour tous les navires opérant en haute mer. Enfin, le traité pourrait inciter les États du pavillon, les États du port et les États côtiers à assurer conformité (comme dans le préambule de l'ANUSP) et appeler à une coopération sous-régionale et régionale en matière d'application (comme dans l'article 21 de l'ANUSP).

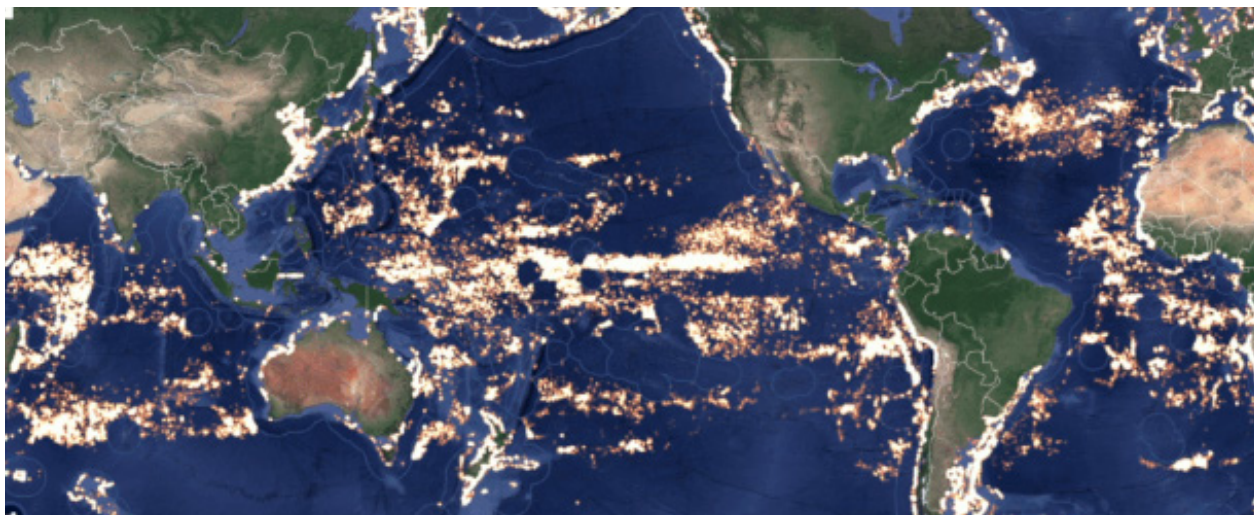
6.2. Développer un rôle fort pour le centre d'échange

Le traité sur la haute mer pourrait définir un rôle important pour le centre d'échange en matière de SCS en précisant qu'il servira de plateforme pour partager les meilleures pratiques de SCS, échanger des données sur les activités de SCS et répondre aux besoins de renforcement des capacités en matière d'outils de SCS (article 51). Le traité pourrait inclure des références spécifiques au renforcement des capacités de SCS afin d'aider les États en développement à satisfaire aux exigences en matière de rapports et aux autres obligations du traité. Enfin, le traité pourrait préciser les types d'informations sur les systèmes de SCS que les États parties sont tenus de partager par le biais du centre d'échange.

6.3. Incorporation d'une stratégie SCS pour les propositions OGZ

L'avant-projet de texte du traité suggère que les États parties pourraient être tenus de soumettre un "plan de surveillance, de recherche et d'examen" dans le cadre des propositions de OGZ et de AMP (article 17). Le traité pourrait en outre exiger la présentation d'une stratégie de SCS qui envisage les outils technologiques et les cadres institutionnels disponibles pour assurer la conformité. Les États parties pourraient ainsi être encouragés à examiner les types d'outils de SCS dont ils disposent pour différents types de OGZ: pour les grandes et éloignées AMP, il pourrait s'agir d'outils technologiques innovants, tels que la surveillance par satellite; pour les AMP adjacentes aux États côtiers, il pourrait s'agir de partenariats potentiels et d'activités de renforcement des capacités. Le traité pourrait également inviter les organismes compétents, tels que les ORGP, à fournir des informations sur leurs activités de SCS et leur rôle éventuel dans l'application des OGZ.

Figure 2. Exemples d'outils technologiques et d'initiatives de coopération qui pourraient être explorés dans le cadre d'une stratégie SCS



***Global Fishing Watch** utilise des données satellitaires et des techniques informatiques avancées pour faire la lumière sur la flotte de pêche en haute mer. Source: Global Fishing Watch*



*Grâce à la coopération et à la coordination, les membres du **groupe de travail FISH-i Africa** ont pu suivre le FV Premier, un navire pratiquant la pêche INN, et le tenir pour responsable, ce qui a abouti à un règlement de 2 millions de dollars. Source: FISH-i Africa*

Références

- Ardron, J.A., Ruhl, H.A., Jones, D.O.B., 2018. Incorporating transparency into the governance of deep-seabed mining in the area beyond national jurisdiction. *Marine Policy* 89, 58–66. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2017.11.021>
- Dunn, D.C., Jablonicky, C., Crespo, G.O., Mccauley, D.J., Kroodsmas, D.A., Boerder, K., Gjerde, K.M., Halpin, P.N., 2018. Empowering high seas governance with satellite vessel tracking data. *Fish and Fisheries* 729–739. <https://doi.org/10.1111/faf.12285>
- Englender, D., Kirschey, J., Stöfen, A., Zink, A., 2014. Cooperation and compliance control in areas beyond national jurisdiction. *Marine Policy* 49, 186–194. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2013.11.022>
- Erceg, D., 2006. Deterring IUU fishing through state control over nationals. *Marine Policy* 30, 173–179. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2004.11.004>
- Ford, J.H., Wilcox, C., 2019. Shedding light on the dark side of maritime trade – A new approach for identifying countries as flags of convenience. *Marine Policy* 99, 298–303. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2018.10.026>
- Juan-Jordá, M.J., Murua, H., Arrizabalaga, H., Dulvy, N.K., Restrepo, V., 2018. Report card on ecosystem-based fisheries management in tuna regional fisheries management organizations. *Fish and Fisheries* 19, 321–339. <https://doi.org/10.1111/faf.12256>
- Miller, D.G.M., Slicer, N.M., Hanich, Q., 2013. Monitoring, control and surveillance of protected areas and specially managed areas in the marine domain. *Marine Policy* 39, 64–71. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2012.10.004>
- Peters, A., 2015. The Transparency Turn of International Law. *The Chinese Journal of Global Governance* 1, 3–15. <https://doi.org/10.1163/23525207-00000002>
- Pitcher, T., Kalikoski, D., Pramod, G., Short, K., 2009. Not honouring the code. *Nature* 457, 658–659. <https://doi.org/10.1038/457658a>
- Probst, W.N., 2019. How emerging data technologies can increase trust and transparency in fisheries. *ICES Journal of Marine Science*. <https://doi.org/10.1093/icesjms/fsz036>
- Rowlands, G., Brown, J., Soule, B., Boluda, P.T., Rogers, A.D., 2019. Satellite surveillance of fishing vessel activity in the Ascension Island Exclusive Economic Zone and Marine Protected Area. *Marine Policy* 101, 39–50. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2018.11.006>
- Wright, G., Rochette, J., Gjerde, K., Seeger, I., 2018. The Long and Winding Road: negotiating a treaty for the conservation and sustainable use of marine biodiversity in areas beyond national jurisdiction (IDDRI Study, 2008).

Publié par

Institut du Développement Durable et des Relations Internationales (IDDRI)
27 rue Saint-Guillaume
75337 Paris Cedex 07
France

Tel: +33 (0)1 45 49 76 60
Fax: +33 (0)1 45 52 63 45
E-Mail: iddri@iddri.org
www.iddri.org

Contact

Équipe du projet STRONG High Seas à l'IASS: stronghighseas@iass-potsdam.de

Directeur de la publication

Sébastien Treyer, Directeur exécutif
Juillet 2019



À propos du projet STRONG High Seas

Le projet STRONG High Seas est un projet d'une durée de cinq ans qui vise à renforcer la gouvernance régionale des océans pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité marine dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale. En collaboration avec le Secrétariat de la Commission Permanente du Pacifique Sud (CPPS) et le Secrétariat du Programme des mers régionales d'Afrique de l'Ouest et du Centre (Convention d'Abidjan), le projet développera et proposera des mesures ciblées pour faciliter le développement d'approches de gestion intégrées et écosystémiques pour la gouvernance des océans dans les zones situées au-delà de la juridiction nationale (ZAJN). Dans le cadre de ce projet, nous effectuons des évaluations scientifiques transdisciplinaires afin de fournir aux décideurs, tant dans les régions ciblées qu'à l'échelle mondiale, une meilleure connaissance et compréhension de la biodiversité en haute mer. Nous nous engageons avec les parties prenantes

des gouvernements, du secteur privé, des scientifiques et de la société civile pour soutenir la conception d'approches intégrées et intersectorielles pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité dans l'Atlantique du Sud-Est et le Pacifique du Sud-Est. Nous facilitons ensuite la mise en œuvre en temps opportun de ces approches proposées en vue de leur adoption éventuelle dans les processus de politique régionale pertinents. Pour permettre un échange interrégional, nous poursuivons le dialogue avec les parties prenantes concernées dans d'autres régions marines. A cette fin, nous avons mis en place une plateforme régionale de parties prenantes pour faciliter l'apprentissage commun et développer une communauté de pratique. Enfin, nous explorons les liens et les possibilités de gouvernance régionale dans un nouvel instrument international et juridiquement contraignant sur la biodiversité marine en haute mer.

Durée du projet: Juin 2017 – Mai 2022

Coordinateur: Institute for Advanced Sustainability Studies (IASS)

Partenaires chargés de la mise en œuvre: BirdLife International, Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), Institut international de l'océan (IOI), Université Catholique du Nord (UCN), WWF Colombie, WWF Allemagne.

Partenaires régionaux: Secrétariat de la Commission permanente pour le Pacifique du Sud (CPPS), Secrétariat de la Convention d'Abidjan

Site web: prog-ocean.org/our-work/strong-high-seas

Contact: stronghighseas@iass-potsdam.de

Partenaires du projet STRONG High Seas:



International Ocean Institute
African Region

